



Gestion calamiteuse des moyens à la PJJ : vers un plan social sans précédent au détriment des professionnels et des jeunes !

A Paris, le 1er Aout 2024

Ce mardi 31 juillet 2024, Caroline Nisand, Directrice de la Protection judiciaire de la jeunesse convoquait l'ensemble des organisations syndicales et l'ensemble des DIR (confinées au silence) dans un esprit de « transparence concernant la situation budgétaire inquiétante » de notre administration. Alors que plusieurs syndicats avaient sonné l'alerte sur les conséquences de coupes budgétaires passées et à venir dès le mois de février, la DPJJ attendra le milieu de la période estivale pour annoncer ce qui n'est autre qu'un plan social à la PJJ.

Parce que la PJJ aurait été trop dépensière dans la gestion de sa masse salariale, il n'y aurait pas d'autre solution que d'acter une économie d'1,6 à 1,8 millions d'euros (à peine 0,30% du budget RH de la PJJ). Concrètement, c'est entre 280 et 480 emplois qui sont menacés sur le plan national et donc tout autant de personnels contractuels aujourd'hui sur la sellette. Alors que ces personnels jouent un rôle fondamental dans les services (postes vacants, remplacements des titulaires absents ...) la DPJJ est sur le point de leur annoncer que nombre d'entre eux et elles n'auront plus d'emploi à la rentrée. Sur les terrains, l'inquiétude est forte pour nos collègues qui vont devoir gérer le surcroît d'activité lié à ces pertes de moyens. In fine c'est également la prise en charge des jeunes et de leurs familles qui s'en trouvera dégradée.

Les organisations syndicales signataires fustigent cette décision inacceptable et incompréhensible ! Alors que nous avons vécu, il y a à peine quelques semaines, une séquence politique particulièrement intense, instrumentalisant la justice des enfants et la PJJ à des fins sécuritaires et discriminantes, comment expliquer une telle saignée dans les moyens dédiés à l'accompagnement de ces jeunes ? Pour les représentant-es du personnel, la DPJJ a littéralement perdu son sang-froidet s'empresse de prendre des décisions aux conséquences lourdes socialement.

Nous exigeons que la DPJJ retrouve de la tempérance et mette fin immédiatement à cette casse sociale sans précédent ! Nous tenons à rappeler que cette situation est avant tout de la responsabilité d'un gouvernement démissionnaire, artificiellement maintenu au pouvoir, dont la seule gestion des affaires courantes ne permet aucune perspective politique et fragilise les services publics.

Notre intersyndicale s'inscrit en soutien des dynamiques d'équipes solidaires et sera présente partout où des mobilisations émergent, pour les soutenir et porter leur expression. Notre intersyndicale en appelle à la responsabilité politique et à l'engagement des forces progressistes pour peser contre ce projet inique, violent à l'égard de nos collègues et qui vient attaquer la conduite de nos missions éducatives à l'égard des jeunes et de leurs familles.